PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien fonctionnaire qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Une attaque à l'arme à feu contre les installations de Turkish Aerospace Industries (TUSAŞ) dans le district de Kazan à Ankara a causé la mort de 5 civils, et 22 personnes ont été blessées, dont 12 officiers de police et 10 civils.

Adem Cirit, 88 ans, qui était incarcéré depuis trois ans dans la prison de type T de Yalvaç après avoir été condamné à six ans et trois mois de prison pour appartenance à une organisation terroriste au motif qu'il offrait des bourses à des étudiants et qu'il possédait un compte à la Bank Asya, décède en prison.

L'ancien officier de police Oğuz Doğan, révoqué de son poste public pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, s'est suicidé, soulignant les luttes constantes des anciens fonctionnaires en Turquie, confrontés à des interdictions d'emploi, des restrictions de voyage et des annotations dans leurs dossiers de sécurité sociale décourageant l'embauche dans le secteur privé.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Cem Dursun, détenu à la prison de type F d'İzmir Kırıklar No. 1, se serait vu demander par les autorités pénitentiaires de payer 150 000 TL pour assister aux funérailles de son père décédé.

Depuis 2021, le ministère turc de la Justice a refusé la libération conditionnelle à plus de 8 521 détenus, les critiques alléguant que les prisonniers politiques sont particulièrement touchés par ces décisions.

Habat Demir, un détenu malade de la prison de haute sécurité n° 1 d'İzmir, n'a pas reçu les médicaments prescrits par un médecin.

La libération de 15 détenues de la prison pour femmes d'Istanbul Bakırköy, qui avaient fini de purger leur peine entre août et octobre 2024, a été reportée d'un an sur décision du Conseil d'administration et d'observation des prisons (CİGK).

À la prison pour femmes de Bakırköy, à Istanbul, la détenue Fatma Tokmak, gravement malade, est condamnée à 10 jours d'isolement à la suite d'une enquête disciplinaire ouverte par l'administration pénitentiaire en raison des notes qu'elle avait prises.

Les autorités turques ont refusé la libération conditionnelle de Tamer Tanrıkulu pour la deuxième fois, malgré son éligibilité en février 2024, invoquant un manque de bonne conduite, sa participation à des manifestations en prison et son refus d'accepter certaines règles pénitentiaires.

Serdar Şitilay, détenu à la prison de haute sécurité n° 1 d'Elazığ, voit sa libération reportée pour la quatrième fois, le Conseil d'administration et d'observation des prisons prolongeant sa détention de six mois, invoquant des inquiétudes quant à sa capacité à se réinsérer dans la société.

Mazlum Alan, détenu à la prison de type F n°2 d'İzmir Kırıklar et atteint d'un cancer du poumon, n'aurait pas accès au traitement nécessaire dans les conditions de la prison.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

A la prison de type F n°2 d'İzmir Kırıklar, les autorités ont confisqué des objets personnels de prisonniers, notamment des sous-vêtements, des chaussettes, des serviettes et un instrument de musique, et ont saisi des notes personnelles et des livres inspectés lors de fouilles de cellules surveillées, sans restituer les objets confisqués.

Dans la prison de haute sécurité n°2 de Diyarbakır, les détenus n'ont pas été autorisés à utiliser les systèmes de refroidissement dans leurs chambres par temps chaud, ni à acheter des climatiseurs avec leurs propres moyens.

Le ministre turc de la Justice, Yılmaz Tunç, a annoncé que 706 enfants vivent actuellement avec leur mère dans les prisons turques.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de septembre, les procureurs ont ordonné l’arrestation d’au moins 188 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

Le parquet d'Ankara a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de 39 personnes, dont des officiers en service actif et d'anciens officiers de l'armée, ainsi que d'anciens cadets de l'armée, en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

REPRESSION À L’EGARD DES KURDES

Le ministère turc de la culture et du tourisme a refusé d'autoriser la projection du film kurde « Rojbash » dans les cinémas du pays, au motif que le film n'est « pas adapté à une diffusion commerciale ».

Le siège du Parti de l'égalité et de la démocratie du peuple (Parti DEM) dans le district de Balgat à Ankara a fait l'objet d'une attaque qui a causé des dégâts matériels au bâtiment.

À Istanbul, 20 personnes, dont Ahmet Özer, maire CHP élu d'Esenyurt, et la chanteuse de Koma Hevra, Zeynep Doğan, ont été arrêtées lors de raids domiciliaires pour des accusations d'"appartenance à une organisation terroriste".

Azime Bozkurt, distributrice du journal pro-kurde Yeni Yaşam, connu pour ses reportages détaillés sur les conséquences des actions du gouvernement turc dans les régions kurdes, a été arrêtée à Tunceli pour des accusations de "propagande en faveur d'une organisation".

Ali Çeven a été arrêté en raison de ses déclarations sur la question kurde faites lors d'une interview de rue, au cours de laquelle il aurait subi des violences physiques de la part de la police, entraînant des blessures.

Un tribunal turc a accepté un acte d'accusation contre la journaliste kurde Melek Avcı pour des publications sur les médias sociaux, l'accusant de diffuser de la propagande.

Dans le district de Kurtalan à Siirt, cinq personnes, dont le co-maire Sadiye Aktin, la co-présidente du district du parti DEM Saliha Sak, et le co-président du district du DBP Sultan Yorulmaz, ont été arrêtées à la suite d'une visite familiale citée comme raison de leur arrestation.

La plus haute cour d'appel de Turquie a confirmé la peine d'emprisonnement de plus de neuf ans prononcée à l'encontre d'un maire kurde qui avait été démis de ses fonctions en 2019 et avait été jugé pour des accusations de terrorisme.

La Cour constitutionnelle turque a statué que le fait de scander des slogans pro-kurdes et de chanter des chansons kurdes était protégé par la liberté d'expression, ordonnant un nouveau procès pour Merve Nur Tekin, qui avait été condamnée pour propagande terroriste.

Süleyman Bozkurt, le co-président du district de Darende du parti DEM, a été arrêté lors d'une descente à domicile dans le district de Darende à Malatya, sous l'accusation de « diffusion de propagande organisationnelle ».

La journaliste kurde Serhildan Andan a été arrêtée à Amed (Diyarbakır) par la police antiterroriste, bien qu'aucune raison officielle de l'arrestation n'ait été divulguée.

A Antep, les co-présidents du parti DEM et du DBP Mustafa Tuç, Mehmet Özkan, et Müslüm Denizhan ont été arrêtés par la police alors qu'ils circulaient dans leur véhicule et ont été emmenés à la branche anti-terroriste pour interrogatoire.

DROITS DES FEMMES

Au moins 48 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 23 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

Dans le district de Konak à İzmir, deux femmes transgenres originaires de Syrie auraient été attaquées par un groupe dans le cadre d'une agression transphobe, causant des blessures sur diverses parties de leur corps.

Alors que la Turquie est confrontée à une vague de féminicides, le corps d'une étudiante de 21 ans qui avait disparu il y a près de trois semaines a été retrouvé dans l'est du pays.

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE), qui relève du Conseil de l'Europe, a exhorté les autorités turques, dans un rapport récent, à introduire un quota de 30 % de femmes

afin de renforcer la représentation des femmes dans la politique locale et l'administration des élections.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Hüseyin Azuz, réfugié à Mersin, a été tué lors d'une attaque raciste alors qu'il priait sur son lieu de travail. Deux autres réfugiés, dont les noms restent inconnus, ont été blessés lors de la même attaque et ont ensuite été emmenés dans un centre d'expulsion.

Selon un rapport de Lighthouse, la Turquie, avec le financement de l'UE, a détenu des réfugiés dans des centres et expulsé de force de nombreux réfugiés vers leur pays d'origine, y compris la Syrie et l'Afghanistan, malgré les risques qu'ils encourent dans ces pays.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Un tribunal turc a interdit l'accès à Discord pour des raisons de sécurité des enfants, suite à des rapports d'abus et de harcèlement sur la plateforme.

Alors que les tribunaux turcs continuent de condamner de plus en plus de journalistes à des peines de prison, le Parlement européen a adopté jeudi une résolution sur les droits de l'homme en Turquie, exprimant sa profonde inquiétude face à la détérioration continue des normes démocratiques dans le pays et au ciblage des journalistes indépendants, des activistes et des membres de l'opposition.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué que la Turquie avait violé le droit à la liberté d'expression de la musicienne kurde Hozan Canê après qu'elle ait été condamnée pour avoir insulté le président Erdoğan dans un message sur Facebook, et a ordonné une indemnisation pour cette violation.

Des reportages et des messages sur les médias sociaux concernant des allégations selon lesquelles quatre personnes, dont le secrétaire privé de la municipalité de Midyat dirigée par l'AKP, auraient détourné environ 60 millions de lires turques, ont été bloqués par une décision de la Cour pénale de Midyat.

Une femme de 73 ans a été condamnée et condamnée à une amende pour avoir prétendument insulté l'ancienne députée AKP Ravza Kavakçı Kan dans un commentaire Facebook lié à des accusations de plagiat concernant la thèse de doctorat de Kan.

Human Rights Watch a condamné les amendements proposés à la loi turque sur l'espionnage, avertissant que des définitions vagues pourraient criminaliser le travail des journalistes, défenseurs des droits humains et membres de la société civile.

À Istanbul, le rédacteur en chef de HalkTV, Dinçer Gökçe, la rédactrice de Gazete Pencere, Nilay Can, et l'avocate İrem Çiçek ont été arrêtés par le bureau du procureur en chef de Bakırköy pour des accusations d'"insulte à un fonctionnaire public", de "diffamation", d'"insulte aux autorités judiciaires" et de "propagation d'informations trompeuses" après avoir rapporté et

partagé des informations selon lesquelles le procureur en charge de l'affaire du "gang des nouveau-nés" avait été démis de ses fonctions.

La rédactrice en chef d'Etkin Haber Ajansı (ETHA), Pınar Gayıp, qui s'est rendue au poste de police d'Istanbul Fatih Kocamustafapaşa Şehit Sinan Acar pour témoigner dans le cadre d'une enquête liée à ses activités professionnelles, a été placée en détention en raison d'un mandat d'arrêt délivré dans le cadre d'une autre enquête.

La Turquie, où les autorités censurent fréquemment les contenus en ligne et harcèlent des individus pour leurs publications sur les réseaux sociaux, a été classée comme le pays le moins bien noté en Europe pour les libertés en ligne.

La station de radio Açık Radyo, basée à Istanbul, a été fermée par les autorités, six mois après qu'un invité a parlé du « génocide arménien » à l'antenne.

Une avocate qui a déposé une plainte contre le Parti du mouvement nationaliste (MHP) d'extrême droite en Turquie affirme que les autorités tentent de la réduire au silence par des moyens illégaux, notamment en la soumettant à des évaluations psychiatriques. Dilek Ekmekçi, qui a accusé des membres du MHP d'être impliqués dans l'assassinat d'un dirigeant des Loups gris, a déclaré avoir été confrontée à des violations de procédure lors de son arrestation et de la perquisition de son domicile. Bien qu'elle ait été innocentée des accusations de diffamation, elle fait face à des enquêtes en cours et à des accusations de liens avec le mouvement Gülen, qu'elle nie, estimant qu'elles font partie d'une campagne de diffamation.

Un tribunal d'Ankara ordonne à Şebnem Korur Fincancı, éminent expert en médecine légale et militant des droits de l'homme, de verser 50 000 lires (1 460 dollars) de dommages-intérêts non pécuniaires au ministère turc de la Défense pour avoir demandé l'ouverture d'une enquête en 2022 sur l'utilisation présumée d'armes chimiques par l'armée turque contre des militants kurdes dans le nord de l'Irak.

Une journaliste de l'ouest de la Turquie a été arrêtée puis licenciée après avoir exprimé ses condoléances à l'érudit turco-islamique Fethullah Gülen lors d'une émission en direct. Le ministère de l'intérieur a annoncé que des enquêtes avaient été ouvertes à l'encontre de 177 personnes pour leurs déclarations sur le même sujet.

Un tribunal turc condamne le journaliste Ahmet Erkan Yiğitsözlü à six ans et trois mois de prison pour ses liens présumés avec le mouvement religieux Gülen.

Kazım Güleçyüz, rédacteur en chef du journal turc Yeni Asya, a été arrêté mercredi sous l'accusation de diffusion de propagande terroriste pour avoir transmis des condoléances à Fethullah Gülen.

La plateforme de médias sociaux X a bloqué l'accès à plus de 100 comptes appartenant à des journalistes turcs, des activistes et des organisations de médias dirigées par des journalistes vivant en exil, dans un nouvel exemple de sa conformité aux demandes de censure du gouvernement turc.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

La police turque a arrêté 20 manifestants à Ankara lors d'une manifestation contre la poursuite des échanges commerciaux entre la Turquie et Israël, malgré l'interdiction imposée par le gouvernement.

Au cours d'une manifestation devant le campus Göztepe de l'université Marmara à Istanbul contre le meurtre de deux femmes, la police est intervenue et a arrêté cinq étudiants, les accusant d'avoir « insulté le président ».

La police turque a arrêté 269 personnes dans le cadre d'une récente manifestation dans la province de Diyarbakır, à majorité kurde, où les manifestants ont demandé la fin de l'isolement du dirigeant kurde emprisonné Abdullah Öcalan et sa libération définitive.

La police est intervenue lors d'une déclaration de presse devant le Palais de justice Çağlayan à Istanbul, où un appel à la fermeture des prisons de type Y et S a été lancé, entraînant la détention de quatre personnes.

La préfecture de Şanlıurfa a annoncé une interdiction de deux jours, à partir du 31 octobre 2024, de toutes les activités extérieures dans la province, y compris les rassemblements, marches, déclarations de presse, grèves de la faim, sit-in, manifestations, installation de stands ou de tentes, distribution de brochures, affiches ou bannières, ainsi que l'accès à la province pour les personnes souhaitant participer à ces activités.

16 personnes, dont le président de l'association de conservation de la nature et de la faune de la vallée et des hauts plateaux d'Araklı Karadere, Şener Şengül, ont été arrêtés pour avoir protesté contre les activités minières sur le plateau d'Erikli.

Deux militants turcs ont été arrêtés après avoir organisé une manifestation contre la présence de BAE Systems à SAHA Expo, un important salon de l'industrie de la défense à İstanbul organisé avec le soutien de l'administration du président turc Recep Tayyip Erdoğan et supervisé par sa belle-famille, alléguant que l'entreprise britannique fournit des armes à l'armée israélienne.

La gendarmerie est intervenue lors d'une manifestation de villageois dans la zone forestière de Yeşiltepe (Gazikale), à Adıyaman, contre l'abattage d'arbres pour la construction de logements contre les tremblements de terre, et a arrêté six personnes.

Lors d'une intervention policière, 37 travailleurs et dirigeants syndicaux qui protestaient pour les droits du travail à Fernas Maden, propriété du député AKP Ferhat Nasırlıoğlu, dans le parc Kurtuluş d'Ankara, ont été arrêtés sous l'accusation de « mise en danger de la sécurité publique ».

LIBERTÉ DE RELIGION

Dans le district de Küçükçekmece à Istanbul, un individu a attaqué le Garip Dede Dergâhı Cemevi, un lieu de culte pour les musulmans alévis, causant des troubles sur le site.

Deux synagogues historiques d'İzmir ont été vandalisées, des symboles et des messages ayant été peints à la bombe sur leurs portes, dans un contexte de tensions croissantes à la suite de la guerre de Gaza.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Il a été rapporté qu'une note de menace raciste et haineuse signée par la « Brigade de la vengeance turque » a été laissée sur le véhicule personnel de l'avocat Şiar Rişvanoğlu, membre des branches d'Adana de l'Association des droits de l'homme (İHD) et de l'Association des avocats contemporains (ÇHD), et que les pneus de son véhicule ont été tailladés. En outre, les rapports de presse mentionnent qu'un autre papier avec trois croissants de lune et un symbole de loup gris a été placé à côté de la note de menace.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

La Cour européenne des droits de l'homme a statué que la Turquie a violé le droit à un procès équitable de 10 juges et procureurs qui ont été révoqués à la suite de la tentative de coup d'État de 2016, déclarant que leur révocation a été effectuée sans les garanties juridiques nécessaires et une procédure régulière, ce qui a violé leurs droits en vertu de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et a souligné davantage les préoccupations continues concernant l'érosion de l'indépendance judiciaire dans le pays au cours des purges post-coup d'État.

Ahmet Özer, maire du district d'Esenyurt à Istanbul, issu du principal parti d'opposition CHP, a été arrêté à son domicile lors d'un raid matinal pour des soupçons d'appartenance au PKK.

Les jugements de la CEDH restent non exécutés en Turquie, notamment le jugement Yalçınkaya, qui pourrait concerner plus de 100 000 personnes jugées de manière inéquitable, comme le souligne le rapport 2024 de la Commission européenne sur les normes démocratiques et l'état de droit en Turquie.

Ahmet Özer, maire d'opposition d'Esenyurt, Istanbul, a été remplacé par le sous-préfet adjoint d'Istanbul, Can Aksoy, après son arrestation pour des accusations liées au terrorisme, marquant la deuxième nomination de ce type depuis les élections locales du 31 mars.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

Le gouvernement du Kenya confirme l'expulsion de quatre ressortissants turcs liés au mouvement Gülen, qui avaient été enlevés à Nairobi. Bien qu'ils bénéficient de la protection des Nations unies en tant que réfugiés, le Kenya les a rapatriés en Turquie à la demande du gouvernement turc, ce qui a suscité des inquiétudes quant aux violations du droit international et au rôle des services de renseignement turcs dans l'opération.

Quatre réfugiés turcs sous protection de l'ONU, enlevés par des hommes armés au Kenya le 18 octobre, ont été ramenés en Turquie et sont détenus dans un poste de police à Ankara.

Des frappes de drones turcs ont tué 27 civils en Syrie dans le cadre d'une escalade militaire de 24 heures faisant suite à une attaque meurtrière contre un sous-traitant de la défense près d'Ankara.